La mission de certification des comptes

La mission de certification des comptes est une mission historique du commissaire aux comptes. Instaurée en pleine révolution industrielle au service des actionnaires, elle avait pour objectif de répondre aux besoins de sécurité et de confiance nécessaires à la croissance et au développement économique.

En quoi consiste la mission de certification des comptes ?

La mission de certification des comptes est encore au cœur de l'activité de la profession. C'est une mission d'audit : elle consiste principalement en l'expression d'une opinion sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes d'une entité. Pour formuler cette opinion, l'auditeur légal identifie et évalue les risques que les comptes comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Il définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Il a une obligation de moyens, non de résultat. Il n'a donc pas à vérifier toutes les opérations, ni à rechercher systématiquement toutes les erreurs et irrégularités que les comptes pourraient comporter. **Son objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable sur la sincérité, la régularité et l'image fidèle des comptes.**

Un mandat de certification des comptes dure six exercices. Cette durée permet au commissaire aux comptes d'acquérir une connaissance approfondie de l'entité auditée, de son fonctionnement et du risque d'anomalies significatives dans les comptes. Dans certains cas, notamment en lien avec la taille de l'entité auditée, cette durée peut à titre exceptionnel être limitée à trois exercices.

Une mission pour toutes les organisations

L'audit légal est régi, dans ses principes et ses modalités, par un corpus de normes d'exercice professionnel (NEP) homologuées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la Justice. Dans le respect de ces normes, les commissaires aux comptes adaptent l'exercice de leurs missions aux spécificités des entités dont ils certifient les comptes.

Les commissaires aux comptes prennent en considération les spécificités des secteurs d'activité dans lesquels opèrent leurs clients. Ils identifient les points particuliers sur lesquels porter une vigilance accrue, selon le secteur d'activité et la taille de l'entité par exemple. Ils maîtrisent, par exemple, des connaissances techniques nécessaires à l'audit des comptes

société commerciales, mais également à ceux des associations, des fondations, des syndicats, des coopératives agricoles, des comités d'entreprise encore des entités publiques telles que les universités.

Des missions complémentaires

À la demande de l'entité, le commissaire aux comptes peut mener des missions complémentaires au contrôle légal des comptes, comme auditer des comptes intermédiaires dans le cadre d'une demande de financement, fournir des attestations sur des informations prévisionnelles ou pour l'obtention de subventions, effectuer un audit d'acquisition avant une éventuelle transaction, etc.

Depuis l'adoption de la loi Pacte, ces missions peuvent être effectuées par les commissaires aux comptes en dehors de la mission légale de certification des comptes. Elles permettent aux entités qui y font appel de répondre à leurs besoins de confiance dans des domaines variés, dépassant le cadre des comptes ou des informations financières au sens large.